Projet de règlement grand-ducal

modifiant le règlement grand-ducal du 26 septembre 2003 déterminant le pourcentage du coût global d'un immeuble, réalisé par l'État ou par les communes ou les établissements publics, financé ou subventionné pour une part importante par l'État, à affecter à l'acquisition d'œuvres artistiques ainsi que de modalités d'appréciation et d'exécution des dispositions relatives aux commandes publiques prévues par la loi du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle b) la promotion de la création artistique.

Avis du Conseil d'État

(9 décembre 2014)

Par dépêche du 10 novembre 2014, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par la ministre de la Culture. Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire de l'article unique ainsi que d'une fiche financière. Une fiche d'évaluation d'impact n'était pas jointe au dossier.

Considérations générales

L'objet du projet de règlement grand-ducal sous examen est de réviser à la baisse le pourcentage du coût global qui peut être alloué à l'acquisition d'œuvres artistiques à intégrer dans un édifice réalisé par l'État ou subventionné pour une part importante par ce dernier.

Alors que la commande publique constitue à la fois un instrument de soutien important à la création et de sensibilisation des citoyens à l'art, il convient de constater que l'exercice de la réduction des dépenses de l'État couvre tous les domaines, y compris celui de la culture. Le Conseil d'État n'a pas d'observation à faire quant à la visée générale du projet de règlement grand-ducal sous avis et ne se prononce pas sur le choix à ce sujet du Gouvernement, qui estime qu'il s'agira « de faire appel aux artistes d'être plus créatifs avec des matériaux ou médias moins onéreux ».

Examen des articles

Intitulé

Étant donné que le règlement grand-ducal qu'il s'agit de modifier a déjà subi une modification depuis son adoption, il échet d'ajouter le terme « modifié » après la nature de l'acte.

Préambule

Les projets de règlement grand-ducal doivent obligatoirement être munis d'un préambule, qui, en l'espèce, fait défaut. Étant donné que le projet sous rubrique est accompagné d'une fiche financière, il y a lieu d'en faire mention au préambule. En outre, il s'impose de faire mention du ministre des Finances à l'endroit des ministres proposant. Le préambule se lira dès lors comme suit :

« Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,
Vu la loi modifiée du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermittent du spectacle b) la promotion de la création artistique ;
Vu la fiche financière ;
[Avis des chambres professionnelles obtenus ou demandés ;]
Notre Conseil d'État entendu ;
Sur le rapport de Notre Ministre de la Culture et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil ; ».

Article unique (1^{er} selon le Conseil d'État)

Étant donné que le règlement grand-ducal qu'il s'agit de modifier a déjà subi une modification depuis son adoption, il échet d'ajouter le terme « modifié » après la nature de l'acte.

Article 2 (selon le Conseil d'État)

La formule exécutoire fait défaut au projet de règlement grand-ducal sous revue. En outre, comme le projet sous rubrique est accompagné d'une fiche financière, il y a lieu de faire mention du ministre des Finances. Partant, il y a lieu d'ajouter un article 2 qui se lira comme suit :

« **Art. 2.** Notre Ministre de la Culture et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial ».

Ainsi délibéré en séance plénière, le 9 décembre 2014.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen